

DREAL-UD69-FM
DDPP-SPE-FC

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° DDPP-DREAL 2025-76

**portant autorisation de changement d'exploitant
de la carrière située aux lieux-dits**

**« Araigniers », « Barrollet », « Berlet », « Cerisier », « Chardonnières », « La Gravière » et « Plan »
sur le territoire de la commune de MIONS,
au bénéfice de la société NEXSTONE**

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfète du Rhône
Commandeur de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

- VU** le code de l'environnement, et notamment son titre 1er du livre V, en particulier l'article R. 516-1 ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L. 411-2 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de carrières ;
- VU** l'arrêté ministériel du 09 février 2004 modifié, relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 1008-89 du 6 juillet 1989 modifié autorisant la société PERRIER TP à exploiter, pour une durée de 25 ans, une carrière à ciel ouvert, de sables et graviers, d'une superficie globale approximative de 121 ha 67 a 77 ca aux lieux-dits « Araigniers », « Barrollet », « Berlet », « Cerisier », « Chardonnières », « La Gravière » et « Plan » à Mions ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2013 autorisant la société PERRIER TP à poursuivre et à étendre les activités de la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires lieux-dits « Araigniers », « Barrollet », « Berlet », « Cerisier », « Chardonnières », « La Gravière » et « Plan » à Mions ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2020 portant autorisation de la société CMCA à se substituer à la société PERRIER TP suite au silence gardé de trois mois par le préfet sur la demande de changement d'exploitant du 30 janvier 2017 et imposant des prescriptions complémentaires à la société CMCA aux lieux-dits « Berlet », « Araigniers » et « Pierre-Blanche » à Mions ;

- VU** le courrier du 26 mai 2021 de Monsieur Guillaume GERBAUD, président de la société Carrières et Matériaux Sud-Est - CMSE, ayant pour objet le changement de dénomination et de transfert de siège social de la société CMCA, au profit de la société Carrières et Matériaux Sud-Est - CMSE à partir du 1er avril 2021 ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° DDPP-DREAL 2024-156 relatif à la surveillance des retombées de poussières issues de carrières relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510, listant en son annexe 1 la carrière exploitée par la société CMSE à Mions ;
- VU** la demande du 18 septembre 2024 reçue par courriel, par laquelle la société CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST – CMGO sollicite le transfert à son bénéfice de l'autorisation du 19 décembre 2013 ;
- VU** les attestations relatives aux capacités techniques et financières ainsi que les documents attestant des garanties financières fournis par la société CMGO ;
- VU** le rapport du 6 décembre 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;
- VU** la lettre du 19 décembre 2024 communiquant le projet d'arrêté à l'exploitant ;
- VU** le procès-verbal des décisions de l'associé unique en date du 26 décembre 2024 de la société CMGO, actant le changement de dénomination sociale de CMGO en NEXSTONE, et le transfert du siège social, à compter du 01 janvier 2025 ;
- VU** l'absence de remarque formulée sur le projet d'arrêté par l'exploitant par courrier électronique du 09 janvier 2025 ;

CONSIDÉRANT que le projet de changement d'exploitant ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur du projet de changement d'exploitant ne rendent nécessaires ni les consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32, ni une nouvelle participation du public, ni la sollicitation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

CONSIDÉRANT que dans son courriel du 18 septembre 2024, la société CMGO justifie de capacités techniques et financières suffisantes pour l'exploitation du site de MIONS ;

CONSIDÉRANT le changement de dénomination sociale de CMGO en NEXSTONE ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales et réglementaires du changement d'exploitant sont réunies ;

SUR proposition de la préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

Article 1 – Identification

La société NEXSTONE, ci-après dénommée « l'exploitant » SIREN 537433187, dont le siège social est basé 1 rue du Colonel Pierre Avia 75015 PARIS, est autorisée à poursuivre l'exploitation, en substitution à la société Carrières et Matériaux Sud-Est – CMSE, au sens du titre 1er du Livre V du code de l'environnement, de la carrière de matériaux alluvionnaires (sables et graviers) aux lieux-dits « Araigniers », « Barrollet », « Berlet », « Chardonnière », « Cerisier », « La Gravière » et « Plan », commune de Mions, conformément aux dispositions des arrêtés ministériels et préfectoraux applicables à cette exploitation.

Article 2 – Droits et obligations du nouvel exploitant

La société NEXSTONE devient titulaire de tous les arrêtés d'autorisations et autres actes administratifs relevant des droits et obligations des exploitants précédents et découlant de l'application de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement applicable à la carrière de matériaux alluvionnaires (sables et graviers) de Mions.

Article 3 – Garanties financières

L'exploitant transmet à la préfète du Rhône **dans un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté, un document attestant de la constitution de garanties financières. Ce document est établi conformément aux dispositions de l'arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 4 – Publicité

Conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Mions et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Mions pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Mions fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations - Service Protection de l'Environnement, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 3 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication sur le site internet des services de l'État dans le Rhône de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1er jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (Mme la préfète du Rhône – direction départementale de la protection des populations – 245, rue Garibaldi 69 422 LYON Cedex 03) et au bénéficiaire de la décision (Société NEXSTONE – 1 rue du Colonel Pierre Avia 75015 PARIS), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

Article 4 - Exécution

La préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées et le maire de Mions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société NEXSTONE.